

Un grand débat sur une politique de régulation des drogues

La Fédération Addiction appelle depuis longtemps à un grand débat sur la régulation des substances psychoactives tant en termes de santé que de sécurité.

Le président de la République dresse le constat que « *la France est devenue un pays de consommation* ». La pénalisation de l'usage de drogues illégales n'a pourtant jamais été remise en cause depuis 51 ans, notre législation reste une des plus sévères et l'application des sanctions n'a cessé de se renforcer. Tout cela est parfaitement documenté par les travaux de l'OFDT et OEDT¹.

Sur la même période, prévention et réduction des risques ont été délaissées, avec la même constance, la prévention restant la seule mission publique à ne pas disposer d'un budget pérenne.

Malgré ce constat d'échec, on nous propose d'appliquer encore la même recette.

Le question des drogues ne peut pas s'envisager sous le seul angle de la sanction du consommateur, il s'agit d'un problème aux origines multiples qui demande une approche ferme et engagée articulant éducation, information, accès aux soins et évidemment règles et sanction. La pathologie addictive, quant à elle, est souvent l'expression de vulnérabilités familiales, psychologiques ou sociales qui méritent des réponses spécifiques.

Pour « briser » le « tabou », il faut sortir de ces positions segmentées, caricaturales voir même stigmatisantes pour des personnes et leur entourage en difficultés avec l'usage de drogues illégales comme légales. Personne ne banalise la consommation de substances psychoactives, et notamment celle d'alcool, c'est pour cette raison que nous continuons de demander une politique de régulation cohérente et ambitieuse.

Celle-ci est d'autant plus nécessaire que nous traversons une période de pandémie où les usages de substances sont des recours pour faire face aux répercussions économiques et à un mal être dont témoigne la dégradation des indicateurs de la santé mentale des français.

Oui, une nouvelle politique de régulation des drogues est possible, elle est même indispensable. Le débat doit se situer à la croisée des enjeux sociétaux, de sécurité mais aussi de santé, solidarités, éducation, insertion, etc.

Il est plus que temps de sortir de l'échec.

Fédération Addiction

Nathalie LATOUR – Déléguée Générale

n.latour@federationaddiction.fr

Tel 06 12 21 07 25

La Fédération Addiction, représente plus de 200 associations et hôpitaux gestionnaires de 800 centres de soin de prévention et de RDR en ambulatoire et résidentiel et de 500 professionnels de santé dont un pôle de médecins exerçant en ville.

¹ Observatoire français et européen des drogues et toxicomanies